



Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Refonte du Système d'information budgétaire et
comptable de l'IMT**

25 IMT 03 AC

SOMMAIRE

Préambule	4
Parties contractantes	5
CHAPITRE I – DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ACCORD-CADRE	5
1. OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
4. EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	6
5. EQUIPE DU TITULAIRE.....	8
6. GARANTIE DE CONTINUITE DES PRESTATIONS.....	9
7. MISES A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS.....	9
8. DOCUMENTATION TECHNIQUE	9
9. CYBER SECURITE	9
10. VERIFICATIONS	10
Vérification d'aptitude (VA).....	10
Vérification de service régulier (VSR).....	10
11. DECISIONS APRES VERIFICATIONS	10
12. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET.....	11
13. GARANTIES	13
13. MODALITES FINANCIERES.....	14
14. AVANCE.....	17
15. PENALITES.....	17
16. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	19
17. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	25
18. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	29
19. ASSURANCE	32
20. JUSTIFICATIFS FISCAUX ET SOCIAUX.....	33
21. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	33
22. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE	36
23. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE	37
24. SOUS-TRAITANCE.....	38
25. RESPONSABLES RESPECTIFS.....	38
26. LOI APPLICABLE - LITIGES.....	39

27. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE	39
28. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	39
CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MARCHES SUBSEQUENTS	40
29. PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	40
30. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	40
31. MARCHES SUBSEQUENTS EXECUTES PAR BONS DE COMMANDE	40
32. DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	41
33. OFFRE DE PRIX POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS.....	42
34. PASSATION DU MARCHE SUBSEQUENT N°1 RELATIF A L'ACQUISITION, L'INTEGRATION ET LA MAINTENANCE DU SI FINANCES.....	42
35 . PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS RELATIFS A L'ATTRIBUTION D'UN NOUVEAU BESOIN	42
36. MODALITES DE REGLEMENT DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	43
37. RESULTATS ET LIVRABLES	43
38. RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT	43
CHAPITRE III : DEROGATIONS AU CCAG/TIC	43

Préambule

L'IMT **soutient l'innovation et le développement des entreprises**. Il forme pour l'économie près de **13 000 ingénieurs, managers et docteurs**. Il stimule la production de recherches créatrices de valeur : tous les ans, **50 brevets** sont déposés et près de **2000 publications de rang A** contribuent à la progression de la science. Enfin, il favorise l'entrepreneuriat et l'incubation de projets : chaque année, plus de **70 start-up** sortent des incubateurs de ses écoles.

Établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie, des finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, le spectre thématique et territorial de l'IMT est large.

À l'écoute permanente du monde économique, il conjugue une légitimité académique forte et séculaire à une proximité concrète avec les entreprises. **Acteur majeur du croisement entre les sciences et les technologies du numérique et de l'ingénieur**, il est porteur d'une excellence reconnue sur les transformations numériques, environnementales et énergétiques, industrielles et éducatives qui traversent le XXI^e siècle.

L'IMT est actif au sein des alliances nationales de programmation de la recherche et membre fondateur de l'Alliance Industrie du Futur. Par ailleurs, la qualité et l'intensité de sa recherche partenariale sont reconnues par deux labels Instituts Carnot attribués dès 2006, renouvelés.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse (la Direction Générale de l'Institut) :

- **la Direction générale, située à Palaiseau**
- **Télécom Paris, située à Palaiseau**
- **IMT Atlantique, située à Nantes, Rennes et Brest**
- **IMT Nord Europe, située à Lille et Douai**
- **IMT Mines Albi, située à Albi**
- **IMT Mines Alès, située à Alès**
- **Institut Mines-Télécom Business School, située à Evry**
- **Mines Saint-Étienne, Située à Saint-Etienne et à Gardanne**
- **Télécom SudParis, Située à Evry et à Palaiseau.**

Les missions de l'Institut Mines-Télécom sont l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation dans les domaines de l'ingénierie et du numérique. A ce titre, l'ensemble des écoles accueillent environ 14 000 étudiants (du niveau licence au doctorat), génèrent chaque année plus de 100 millions d'euros de contrats de recherche et contribuent sous diverses formes à la création d'une centaine de start-up. Les entités dans le champ du marché emploient environ 4 000 personnes.

Parties contractantes

Le présent marché est passé entre d'une part :

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, sis 19 Place Marguerite Perey, CS 20031, 91123 Palaiseau cedex, représenté par Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale,

ci-après désigné par l'« IMT », « l'Institut Mines-Télécom » ou l'« Acheteur »

Et d'autre part, **le titulaire**, dénommé ci-dessous le titulaire ou le prestataire.

CHAPITRE I – DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ACCORD-CADRE

1. OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition, l'intégration et la maintenance d'une solution informatique budgétaire et comptable pour l'IMT (SI Finances).

1.2 Décomposition en lots

L'accord-cadre n'est pas alloti.

1.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre s'exécute à partir :

- d'un ou de bons de commande pour les prestations prévues dans l'accord-cadre et conformément au bordereau de prix unitaires soit,

- de marchés subséquents pour les demandes spécifiques ayant besoin d'une description administrative et technique particulières entrant dans le périmètre de l'accord-cadre.

L'accord-cadre ne sera attribué qu'à un seul opérateur économique.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 3 000 000 € HT pour toute sa durée.

2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre (AE) et son annexe 1 (bordereau de prix unitaires) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP)
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication– CCAG TIC (arrêté 30 mars 2021) ;
- Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (Arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité),
- Le mémoire technique du titulaire incluant la grille des besoins fonctionnels (annexe 2 du règlement de consultation)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause portée dans un document du titulaire (documentation, etc) contraire aux documents contractuels est réputée non écrite. Les conditions de vente du prestataire seront concernées par cette disposition.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

4. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG TIC, certaines commandes sont adressées au titulaire sans devis préalable, lorsque l'unité d'œuvre est clairement identifiée.

D'autres commandes font l'objet d'une proposition tenant lieu de devis préalable en réponse à un cahier des charges. Ce devis est exprimé en unité d'œuvre et motivé.

Le devis précise notamment les moyens que le titulaire compte mettre en œuvre.

Les unités d'œuvre concernées par les prestations sont celles identifiées au bordereau de prix unitaires.

Le titulaire doit adresser la proposition tenant lieu de devis par voie électronique dans un délai précisé dans le cahier des charges qui dépend du degré d'urgence de la demande et du nombre de prestations commandées.

Ce délai sera au maximum de 10 jours ouvrés lorsque la demande n'est pas urgente ou si le nombre de prestations demandées est supérieur à trois.

En cas d'urgence ou si le nombre de prestations demandé est inférieur à trois, le délai maximum pour adresser la proposition détaillée tenant lieu de devis est de 7 jours ouvrés.

Lorsque la demande concerne une prestation de demande de traitement d'incidents hors maintenance corrective, le titulaire aura un délai maximum d'un jour ouvré pour effectuer une première analyse et adresser un devis détaillé.

Le titulaire peut demander à disposer d'un délai supplémentaire. La demande doit être justifiée par le niveau de complexité des prestations ou par tout autre moyen qu'il jugera pertinent.

A réception de la proposition détaillée, le bon de commande est émis par l'IMT sur la justification des unités d'œuvre proposées.

Dans tous les cas, le planning d'exécution est fourni par l'IMT.

L'IMT émettra des bons de commande successifs au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Plusieurs bons de commande peuvent être émis simultanément.

Pour l'exécution de chaque prestation, l'IMT adressera au prestataire un bon de commande mentionnant notamment :

- La référence et le libellé de l'accord-cadre
- Le numéro et la date du bon de commande
- La nature de la prestation commandée ;
- Le détail de la prestation commandée le cas échéant ;
- Les délais d'exécution ;
- Le prix HT et TTC de la prestation
- Les modalités de règlement

L'IMT pourra émettre et notifier des bons de commande au prestataire pendant toute la durée de validité du présent marché.

Les bons de commande seront exécutés par le prestataire jusqu'au terme indiqué, même si ce délai excède la durée de validité du marché, sans toutefois dépasser 3 mois à compter de la date de fin de marché.

5. EQUIPE DU TITULAIRE

En complément de l'article 3.4.3 du CCAG TIC, le titulaire s'engage, à compter de la notification de l'accord-cadre, à affecter une équipe d'intervenants opérationnels pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'Institut Mines-Télécom de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine de chaque prestation objet du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences de l'Institut Mines-Télécom telles que stipulées dans le CCTP,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences,
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes le cas échéant en termes de nombre.
- Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution des prestations, des personnels homogènes par prestation, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite. Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Institut Mines-Télécom et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'Institut Mines-Télécom ne les récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la date de début d'exécution. Si l'Institut Mines-Télécom récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un remplaçant et en informer l'Institut Mines-Télécom.

En cas d'absence répétée et injustifiée d'un des membres de l'équipe, ou en cas de non remplacement après récusation dans le délai de 15 jours visé ci-dessus, l'Institut Mines-Télécom se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP.

Enfin, le titulaire sera seul responsable de son personnel intervenant dans le cadre du marché, qui demeure sous son contrôle et sa seule autorité hiérarchique. Le titulaire est tenu au respect des normes d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel en ce qui concerne lesdites normes et lesdites obligations visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de l'Institut Mines-Télécom et/ou les autres lieux d'intervention.

6. GARANTIE DE CONTINUITE DES PRESTATIONS

En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie ou congés de l'un des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualifications équivalentes.

Il s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

En cas de démission d'un membre du personnel du titulaire, et si le besoin est confirmé par l'Institut Mines-Télécom par courrier électronique, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la mise à niveau et le transfert de connaissance du nouvel entrant, et ce, sans engager de surcoût pour l'Institut Mines-Télécom et dans la limite de 10 jours ouvrés.

7. MISES A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS

Conformément à l'article 22.1 du CCAG TIC, les prestations comprenant la livraison de logiciels standards ou de logiciels spécifiques, comprennent également, pendant la durée de l'accord-cadre, la livraison des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison des nouvelles versions.

Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions est inclus dans le prix de l'accord-cadre.

8. DOCUMENTATION TECHNIQUE

Conformément à l'article 22.2 du CCAG TIC, le titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix de l'accord-cadre.

Cette documentation technique donne la composition et les caractéristiques du matériel ou du logiciel, ainsi que leurs procédures courantes d'utilisation. Elle doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

9. CYBER SECURITE

Le cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité est applicable au présent accord-cadre. Il prescrit des obligations minimales portant, notamment, sur le maintien en condition de sécurité de l'outil et les signalements de sécurité.

10. VERIFICATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 31 et 32 du CCAG TIC.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche.

Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées au CCTP.

Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues au marché.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

11. DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Dans le cas d'un marché subséquent ou d'un bon de commande comportant des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

11.1 A l'issue des vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérifications quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, l'Institut Mines-Télécom pourra décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai de 10 jours à compter de la mise en demeure d'achever la prestation notifiée au titulaire :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

11.2 A l'issue des vérifications qualitatives

A l'issue de la vérification d'aptitude :

Le délai imparti à l'IMT pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision sera d'un mois à partir de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avisera l'IMT que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'IMT.

Si l'IMT n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prendra une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG TIC.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche pourra être exécutée à la demande de l'IMT.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

A l'issue de la vérification de service régulier :

L'IMT disposera d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'IMT prendra une décision d'admission des prestations.

La réception pourra être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'IMT.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'IMT prendra une décision écrite qu'il notifiera au titulaire, soit :

- D'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- De réception avec réfaction ;
- De rejet.

Si l'IMT ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné au premier alinéa de l'article 33.2.1 du CCAG TIC, le résultat de la vérification de service régulier sera considéré comme positif et les prestations seront réputées reçues.

12. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

12.1 – Admission

L'Institut Mines-Télécom prononcera l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prendra effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

En cas d'admission tacite, l'admission prendra effet au terme du délai de sept jours mentionné au premier alinéa de l'article 33.2.2 du CCAG TIC.

Conformément à l'article 35 du CCAG TIC, l'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'Institut Mines-Télécom entraîne le transfert de leur propriété.

12.2 – Ajournement

L'Institut Mines-Télécom, s'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, pourra décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invitera le titulaire à présenter à nouveau à l'IMT les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire devra faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai l'Institut Mines-Télécom aura le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG TIC, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence de l'Institut Mines-Télécom au-delà de ce délai de quinze jours vaudra décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'Institut Mines-Télécom disposera à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

12.3 – Réfaction

Si l'Institut Mines-Télécom estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il pourra les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision devra être motivée. Elle ne pourra être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il sera réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'Institut Mines-Télécom disposera ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'Institut Mines-Télécom sera réputé avoir accepté les observations du titulaire.

12.4 – Rejet

Si l'Institut Mines-Télécom estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il pourra en prononcer le rejet partiel ou total.

La décision de rejet devra être motivée. Elle ne pourra être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le titulaire disposera d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai sera écoulé, elles pourront être détruites ou évacuées par l'Institut Mines-Télécom, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'Institut Mines-Télécom présente un danger ou une gêne insupportable, pourront être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en ait été informé.

Si la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériels remis par l'Institut Mines-Télécom, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations de l'accord-cadre, l'Institut Mines-Télécom ne pourra prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'Institut Mines-Télécom des défauts des fournitures ou matériels remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et si l'Institut Mines-Télécom a décidé que des fournitures ou matériels devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

13. GARANTIES

13.1 - Garantie contre les tiers

Le titulaire garantit l'Institut Mines-Télécom contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

13.2 - Garantie de remise en état ou de remplacement

Conformément aux dispositions de l'article 36.1 du CCAG TIC, les prestations sont garanties contre les défauts pendant un délai de 1 an.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG TIC, la garantie court à compter de la date de mise en service des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Institut Mines-Télécom.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Si, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'Institut Mines-Télécom un préjudice, il peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est de 30 jours.

13.3 Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

13.4 Garantie de conformité des logiciels standards

Le titulaire garantit la conformité des logiciels standards aux spécifications prévues au présent CCAP et au CCTP.

A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement de son logiciel par rapport à ces spécifications.

Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel standard dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel standard concerné qui sont préalablement portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur. La correction est effectuée gratuitement.

L'Institut Mines-Télécom établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'Institut Mines-Télécom.

13.5 Logiciels libres

Par dérogation au CCAG-TIC, son article 36.7 ne sera pas appliqué.

13. MODALITES FINANCIERES

13.1 – Etablissement du prix

Le marché est traité à prix mixtes.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation, notamment le transport et la livraison du support informatique sur les lieux d'utilisation, franco de port et d'emballage, le transport et la livraison des corrections et développements, le transport, l'hébergement et la restauration du personnel du prestataire lors des déplacements qu'il effectuera dans le cadre du présent marché, la plate-forme de développement (matériel, outils de développement, licences...) nécessaire à l'exécution du présent marché, la cession exclusive des droits sur les Résultats au profit de l'IMT, le conseil et autres prestations relatifs au respect des dispositions du RGPD et de la LIL 4 mais également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le paiement interviendra après service fait attesté par la personne responsable de l'exécution de la prestation à l'Institut Mines-Télécom.

Des acomptes seront versés au titulaire conformément aux articles R 2191-20 et suivants du Code de la commande publique. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

13.2 Evolution tarifaire

Les prix sont fermes et définitifs pour la première année d'exécution du marché.

A l'issue de la première année d'exécution du marché, les prix sont révisables à date anniversaire de la notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 [0,15 + (0,85 \times \text{SYN}/\text{SYNo})]$$

Dans laquelle :

P₀ = est le prix initial

P_n = est le prix révisé à la date de révision des prix

SYNo = est la dernière valeur connue de l'indice Syntec au mois Mo d'établissement des prix (date de remise des offres).

SYN = est la dernière valeur connue de l'indice Syntec à la date de la révision de prix

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN « Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) ».

Le titulaire s'engage à communiquer par envoi électronique faisant date certaine, le bordereau de prix mis à jour ainsi que le détail des calculs justifiant l'augmentation ou la baisse de prix avec un préavis de **trente jours** minimum, avant la date prévue pour l'application des ajustements.

Les **tarifs révisés et les justificatifs** sont adressés par le titulaire à l'Institut Mines-Télécom, par courriel à l'adresse suivante :

dj@imt.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Institut Mines-Télécom – Direction juridique – 19 place Marguerite Perey – CS20031 – 91123 Palaiseau Cedex ou via PLACE.

L'Institut Mines-Télécom dispose d'un délai de 20 jours calendaires, à compter de la date de réception du nouveau tarif pour l'accepter par courriel. A défaut, le nouveau tarif est réputé rejeté.

Si le titulaire omet de présenter son nouveau tarif dans un délai de 30 jours calendaires maximum avant sa date d'entrée d'application, la révision de prix ne pourra pas s'appliquer pour la période concernée et les prix en vigueur avant la date prévue pour la révision continueront de s'appliquer. Par ailleurs, il ne pourra pas y avoir de rattrapage sur la période suivante.

Les prix révisés s'appliquent pour tous les marchés subséquents en cours d'exécution et pour les bons de commande notifiés après cette date.

13.3 Clause de sauvegarde

L'Institut Mines-Télécom admettra lors de la révision annuelle une augmentation maximale de 5 % des prix de chaque prestation.

Si les prix venaient à dépasser l'augmentation de 5 %, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

13.4 – Facturation

Le titulaire devra utiliser le système " CHORUS PRO ". Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en

dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les éléments nécessaires au dépôt sont :

- Le numéro SIRET de la Direction Général de l'IMT : 180 092 025 00154
- Le code service : DG_FACTURES_SERVICE_FINANCIER,
- Le numéro de l'accord-cadre 25 IMT 03 AC ou du marché subséquent

13.5 Paiement des prestations

Le service chargé du paiement pour la Direction générale de l'Institut Mines-Télécom est :

Agent comptable de l'Institut Mines-Télécom
19 Place Marguerite Perey
91123 Palaiseau Cedex

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement sera effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique cette répartition.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai maximum de paiement à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'entité utilisatrice. Ce délai expire à la date de règlement par le comptable public de l'IMT.

Le dépassement de ce délai par l'IMT ouvre de plein droit, au bénéfice du titulaire à des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

14. AVANCE

L'option A de l'article 11.1 du CCAG TIC étant applicable, sauf renonciation expresse du titulaire, une avance de 20 % est versée au titulaire ou à son sous-traitant admis au paiement direct, lorsqu'il est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, pour chaque bon de commande ou marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du bon de commande ou du marché subséquent est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5%.

Cette avance n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées au titre du bon de commande ou du marché subséquent atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80 % du montant forfaitaire au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R 2191-10 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

15. PENALITES

15.1 - Dérogations relatives aux pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, les pénalités applicables sont celles listées ci-après.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

En cas de manquement dans l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, une pénalité forfaitaire dont le montant est défini ci-après.

Le montant maximum au titre des pénalités ne peut pas dépasser 50% du montant du marché exécuté.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'Institut Mines-Télécom dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'Institut Mines-Télécom.

15.2 – Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Lorsque le délai d'exécution des prestations est dépassé (retard de développement ou retard de distribution ou non reversement des résultats à la communauté), le prestataire pourra encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 150 € par jour de retard, en dérogation à l'article 14 du CCAG TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant maximum au titre des pénalités de retard ne peut pas dépasser 50% du montant commandé au titre du marché subséquent.

15.3 Pénalité pour indisponibilité

En cas d'indisponibilité de la solution SI Finances au-delà des délais indiqués à l'article 14.2.6 du CCAG TIC, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par heure ouvrée d'indisponibilité.

15.4 Pénalité pour retard dans la mise à disposition des éléments à fournir dans le cadre de la réversibilité

En cas de retard dans la mise à disposition des éléments à fournir dans le cadre de la réversibilité, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

15.5- Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à aux articles 17 et 18 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 10 % du montant exécuté du marché subséquent ou du bon de commande à la date de constatation du fait générateur ;

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 20 % du montant exécuté du marché subséquent ou du bon de commande à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

15.6 - Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, l'Institut Mines-Télécom, informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'Institut Mines-Télécom la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de deux mois, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'Institut Mines-Télécom peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

15.7– Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution

En dehors des manquements énumérés ci-avant, pour tout autre manquement aux obligations contractuelles prévues dans le présent accord-cadre, le prestataire sera redevable sans mise en demeure préalable d'une pénalité de 100 € par jour et par manquement constaté.

16. PROPRIETE INTELLECTUELLE

16.1 - Définitions

« **Résultats** » : en complément de l'article 43 du CCAG TIC, les Résultats de l'accord-cadre et des marchés subséquents désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, résultant de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents, tels que, notamment, les dossiers d'études techniques, les supports de formation, les rapports, les analyses notamment fonctionnelles et techniques, les études, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires. Les Logiciels et les Bases de données ne sont pas considérés comme des Résultats au sein de cet article et font l'objet d'un traitement spécifique.

« **Connaissances antérieures** » : désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultant pas de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents, tels que notamment les logiciels, développements informatiques, bases de données, les rapports, les études, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au titulaire du marché ou à des tiers ou à l'IMT, ou qui leurs sont concédés en licence, et qui sont nécessaires à l'exécution du marché.

« **Logiciel** » : désigne une œuvre constituée d'un ensemble de programmes, procédés et règles, relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitements de données et les documentations de spécification, d'architecture, d'utilisation, les manuels utilisateurs, d'installation, d'exploitation, d'administration afférents qu'elle soit sous forme écrite ou sous toute autre forme lisible par l'homme ou par la machine. Le terme Logiciel employé seul dans le CCAP désigne indifféremment des Logiciels spécifiques ou Logiciels Existants ou Logiciels Existants Modifiés ou Logiciels Standards ou Logiciels Libres.

« **Logiciel Existant** » : désigne un logiciel dont les droits de propriété intellectuelle sont détenus par le Titulaire indépendamment du marché et qui est nécessaire au développement et/ou à l'utilisation du Logiciel Spécifique et livré à l'IMT, au titre de l'accord-cadre et que le Titulaire a déclaré comme étant un Logiciel Existant.

Un Logiciel Existant adapté sans création de fonctionnalité supplémentaire reste un Logiciel Existant.

« **Logiciel Existant Modifié** » : désigne un Logiciel Existant sur lequel le Titulaire a réalisé des travaux dans le cadre du marché qui conduisent à la création d'une nouvelle fonctionnalité et que le Titulaire a déclaré comme étant un Logiciel Existant Modifié.

« **Logiciel Standard** » : désigne un logiciel conçu par un éditeur pour être fourni à plusieurs utilisateurs en vue de l'exécution d'une même fonction. Ces logiciels peuvent être notamment des composants pris sur étagère, des logiciels gratuits ou des Logiciels partagés.

« **Logiciel Libre (code source libre ou Open source)** » : désigne un logiciel dont la licence est un contrat d'adhésion par lequel l'auteur d'un logiciel concède à titre non exclusif à des tiers tout ou partie de la jouissance de ses droits patrimoniaux, en permettant, sous conditions éventuelles prévues dans la licence, au moins l'exercice des quatre libertés suivantes : d'utiliser, de copier, de modifier et de diffuser les modifications.

« **Logiciel Spécifique** » : désigne un logiciel spécialement développé par le Titulaire dans le cadre du marché et identifié comme étant à livrer au titre du marché. Il s'agit d'une œuvre originale créée ex nihilo, ou d'un Logiciel Existant Modifié.

Il est entendu que le Logiciel Spécifique comprend, d'une façon générale, les éléments, y compris, mais de façon non limitative, les supports quels qu'ils soient, programmes, manuscrits, liste et autres documentations de programmation élaborés pour l'IMT par le Titulaire qui sont identifiés comme étant à livrer au titre du marché.

« **Base de données** » : désigne tout recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou par tout autre moyen. Elle comprend, d'une façon générale, les éléments, y compris, mais de façon non limitative, les supports quels qu'ils soient, manuscrits, listes, programmes, lignes de code élaborés pour l'IMT par le Titulaire dans le cadre de l'accord-cadre, qu'ils soient sous forme écrite ou sous toute autre forme lisible par l'homme ou par la machine.

« **SI de l'IMT** » : désigne l'écosystème applicatif de l'IMT tel que décrit au CCTP.

16.2 - Connaissances antérieures

Il est fait application des dispositions prévues à l'article 44 du CCAG TIC.

16.2.1 Connaissances antérieures de l'IMT

Les connaissances antérieures de l'IMT sont les suivantes :

- les données appartenant à l'IMT (jeux de données, tables, référentiels, etc.) et que le Titulaire utilise pour la réalisation des prestations ;
- le SI de l'IMT, ainsi que les informations relatives à celui-ci, et que le Titulaire est amené à connaître voire à y avoir accès lors de la réalisation des prestations.

17.2.2 Connaissances antérieures du Titulaire

Régime des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures du Titulaire seront celles précisées dans le mémoire technique du titulaire.

Si dans le cadre des développements, des opérations de tierce maintenance applicative et/ou de l'infogérance prévues dans un marché subséquent, le Titulaire met en œuvre des logiciels qui peuvent recevoir la qualification de Connaissances antérieures au sens de l'article 44 du CCAG TIC et de l'article 16.1 ci-dessus, il s'engage à ne pas utiliser de logiciels qui soient soumis à une licence ou à des conditions qui ne sont pas compatibles avec le SI de l'IMT pour la(es) partie(s) déjà réalisée(s) par un Titulaire au titre de l'Accord-cadre et de leur(s) régime(s) juridique(s).

Le Titulaire doit faire en sorte que les Connaissances antérieures soient parfaitement séparables techniquement de la plateforme développée au titre du présent accord-cadre en figurant dans des documents et fichiers sources distincts.

Dans l'hypothèse où les Connaissances antérieures seraient indissociables de la plateforme développée au titre du présent accord-cadre, par dérogation à l'article 45 du CCAG TIC, le Titulaire cède à titre non exclusif à l'IMT les droits mentionnés aux articles L. 122-1 et suivants et L. 122-6 du code de la propriété intellectuelle à savoir notamment :

- le droit de reproduction et d'utilisation pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur et ce sans limitation de nombre tel que notamment papier, magnétique, numérique, optique, vidéographique ou autre, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
- le droit de représentation et de diffusion, de quelque façon que ce soit, sur quelque support, réseau que ce soit, édition ;
- le droit d'adaptation, de traduction en toute langue ou langage, le droit de corriger, de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de maintenir, décompiler, modifier, assembler, transcrire ;
- le droit de distribution à des tiers pour être réutilisés. Cette cession des droits sur les logiciels qualifiés de connaissances antérieures est effective tant pour la France que pour l'étranger et pour toute la durée de protection desdits logiciels par le droit d'auteur.

Cette cession permet à l'IMT de mettre à disposition des tiers le Logiciel dans le respect du SI de l'IMT pour la(es) partie(s) déjà réalisée(s) par un Titulaire au titre de l'Accord-cadre et de leur(s) régime(s) juridique(s).

Les codes sources des logiciels qui peuvent recevoir la qualification de Connaissances antérieures indissociables ainsi que la documentation nécessaire à la mise en œuvre des droits sur ces logiciels, la documentation d'utilisation sont livrés à l'IMT simultanément à la remise du code exécutable.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'IMT au fur et à mesure des prestations réalisées sur le Logiciel un rapport constitué de la liste complète des composants logiciels utilisés en précisant pour chacun d'eux les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet, ...), licence. Ce rapport est remis à l'IMT avec la livraison finale du Logiciel.

Le Titulaire est seul responsable de l'analyse et du respect des dispositions des licences couvrant les composants intégrés dans le respect du SI de l'IMT pour la(es) partie(s) déjà réalisée(s) par un Titulaire au titre de l'Accord-cadre et de leur(s) régime(s) juridique(s).

Garanties sur les Connaissances antérieures

Au cours de l'exécution, le Titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'IMT, des Connaissances antérieures nécessaires à la refonte du SI Finances de l'IMT au titre du présent accord-cadre qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents au dit système.

En complément de l'article 45 du CCAG TIC, le Titulaire certifie détenir les droits d'exploitation afférents aux Connaissances antérieures y compris les logiciels préexistants afin de permettre à l'IMT de mettre à disposition de tiers les prestations réalisées sur le Logiciel et, par conséquent, la version du Logiciel en résultant, dans le respect du SI de l'IMT pour la(es) partie(s) déjà réalisée(s) par un Titulaire au titre de l'Accord-cadre et de leur(s) régime(s) juridique(s).

Si les Connaissances antérieures sont des logiciels libres, le Titulaire s'engage à ce que les licences qui gouvernent ces logiciels permettent à l'IMT de mettre à disposition de tiers les développements réalisés et le Logiciel en résultant, dans le respect du SI de l'IMT pour la(es) partie(s) déjà réalisée(s) par un Titulaire au titre de l'Accord-cadre et de leur(s) régime(s) juridique(s).

Le Titulaire garantit l'IMT contre tous recours de tiers du fait du non-respect des droits et obligations posés dans les licences qui gouvernent les connaissances antérieures. Il s'engage à ce que les composants intégrés au Logiciel soient couverts par des régimes juridiques compatibles avec le(s) régime(s) juridique(s) du SI de l'IMT pour la(es) partie(s) déjà réalisé par un Titulaire au titre de l'Accord-cadre.

Sur simple demande, le Titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer la connaissance antérieure qui ne permettrait pas à l'IMT de diffuser et de mettre à disposition le Logiciel sous un régime juridique compatible avec celui du SI de l'IMT pour la(es) partie(s) déjà réalisée(s) par un Titulaire au titre de l'Accord-cadre.

16.3 - Dispositions relatives aux Logiciels

Les dispositions ci-après définissent les droits des Parties sur les Logiciels livrés à l'IMT suivant leur régime. La liste des Logiciels qui seront livrés à l'IMT ainsi que le régime applicable à ceux-ci suivant les dispositions ci-après seront identifiés dans le mémoire technique du titulaire.

Quelle que soit la nature du Logiciel proposé par le Titulaire dans le cadre de son mémoire technique associé à un marché subséquent, il s'engage dès à présent à ce que le régime associé audit Logiciel soit interopérable et compatible avec le(s) régime(s) juridique(s) du SI de l'IMT pour la(es) partie(s) déjà réalisé par un Titulaire au titre de l'Accord-cadre.

16.3.1 Régime des Logiciels Libres

L'IMT bénéficie, sur chacun des Logiciels Libres livrés au titre du marché, des droits concédés au titre de la licence sous laquelle chacun desdits Logiciels est distribué ainsi que des garanties y figurant le cas échéant.

Le Titulaire s'assure que les termes de la licence sont suffisants notamment pour permettre à l'IMT de concéder tout ou partie de ces droits avec le droit de sous licencier à des tiers pour les besoins découlant de l'objet du marché, et notamment pour lui permettre :

- le développement, la mise en œuvre, la tierce maintenance applicative et l'infogérance du SI Finances ;
- l'alimentation du SI Finances selon des données issues de bases de données opérationnelles gérées par l'IMT et/ou des Bases de données ;

- le déploiement du SI Finances pour l'IMT et dans le respect du périmètre de l'Accord-Cadre et des Marchés subséquents ;
- l'organisation et la réalisation de sessions de formation relatives au SI Finances et à son déploiement.

Au cours de l'exécution de la prestation, le Titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'IMT, des Logiciels Libres nécessaires à la réalisation de la prestation qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux Logiciels pour l'IMT.

Les Parties conviennent que les Logiciels Libres ne peuvent faire l'objet d'aucune cession de droits de propriété intellectuelle au titre du contrat d'une partie au profit de l'autre.

16.3.2 Dispositions applicables aux Logiciels libres : Garantie des droits

Le Titulaire met tout en oeuvre pour réaliser le reversement et l'intégration, dans la couche communautaire du Logiciel libre.

A ce titre, il doit reverser à la communauté les développements réalisés dans un délai de 7 jours à compter de leur réception par l'IMT. Ce reversement devra être effectué selon les modalités et les formes définies par la communauté. Dans le cas où il devrait traduire en français certaines extensions, le Titulaire devra également reverser les traductions à la communauté. Ceci permettra à l'IMT d'être en règle avec les termes de la licence associée au Logiciel libre.

Dans l'hypothèse où la communauté accepte de reprendre le versement de l'IMT le Titulaire s'engage à prendre en compte les demandes de la communauté conditionnant l'intégration du reversement. Lorsqu'il aura eu connaissance des demandes de la communauté, il disposera de 10 jours ouvrés pour remanier et proposer de nouveau le reversement à la communauté.

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations réalisées sur le Logiciel libre au titre de l'accord-cadre sont présentes dans la dernière version du Logiciel libre publié par la communauté. Il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'effectivité de cette reprise selon les modalités définies dans le marché subséquent. La vérification devra intervenir dans les douze mois suivant le lancement de la prestation de reversement.

16.3.3 Mises à jour et nouvelles versions

Conformément à l'article 21 du CCAG TIC, les prestations comprenant la livraison de Logiciels, comprennent également, pendant la durée de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents, la livraison des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison des nouvelles versions. Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions est inclus dans le prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

16.3.4 Fourniture des licences

En fonction du régime applicable des Logiciels, au titre de l'article Propriété intellectuelle, le Titulaire fournit à l'IMT les licences permettant de les utiliser dans le cadre du SI Finances, notamment:

- les sources du programme et les outils permettant leur compilation, ainsi que le code sous forme exécutable, opérationnel dans l'environnement choisi par l'IMT,
- une copie de sauvegarde,
- toutes les licences des éventuels produits tiers nécessaires au bon fonctionnement du SI Finances.

16.3.5 Inventaire des Logiciels

La version finale de l'inventaire desdits Logiciels, Spécifiques et/ou Existants et/ou Standards et/ou libres ou partagés, livrés, doit être fournie par le Titulaire au terme de l'accord-cadre.

16.3.6 Clause d'entiercement

Le Titulaire s'engage à préserver les droits de l'IMT en cas de cessation d'activité du détenteur des droits patrimoniaux d'auteur ou de son représentant ou d'abandon par ceux-ci de la tierce maintenance applicative des Logiciels. A cet effet et sur demande de l'IMT motivée par un risque de cessation d'activité, le Titulaire devra déposer au bénéfice de l'IMT, le code source du Logiciel Existant et/ou Spécifique chez un tiers habilité (APP, notaire, huissier, ...). Une copie du contrat d'entiercement sera notifiée à l'IMT. Cette disposition ne s'applique que dans les cas où le code source n'aurait pas été livré à l'IMT.

Toute procédure d'entiercement ne remettra pas en cause les droits de l'IMT acquis sur les Logiciels Spécifiques et/ou Existants au titre du marché.

16.4 - Dispositions relatives aux Bases de données

16.4.1 Régime des Données

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité des données ou autres éléments ne faisant pas l'objet d'une protection par le droit d'auteur et qui lui sont communiquées par l'IMT et à n'en faire aucun autre usage que ceux nécessaires à la réalisation des prestations et de la Base de données.

Le Titulaire garantit l'IMT contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle portant sur les oeuvres, données ou autres éléments pouvant faire l'objet d'une protection par le droit d'auteur et introduits par le Titulaire dans la Base de données à l'occasion notamment de la réalisation de la Base de données, de son utilisation, de sa reproduction, de sa communication ou représentation au public par l'IMT.

Si le Titulaire est amené à stocker et héberger des données ou autres éléments communiquées par l'IMT, il devra le faire dans le respect des dispositions prévues au présent CCAP, au CCTP et au marché subséquent.

16.4.2 Base de données développée pour le compte et à la charge de l'IMT

L'IMT est seul producteur de la Base de données développée par le Titulaire dans le cadre de l'Accord-Cadre et des Marchés subséquents.

On entend par producteur, au sens de l'article L. 341-1 du code de la propriété intellectuelle, la personne qui prend l'initiative et le risque des investissements correspondants. De ce fait, indépendamment des droits d'auteur, l'IMT jouit d'un libre droit d'exploitation du contenu des Bases de données et est détentrice des droits afférents à cette qualité.

16.4.3 Inventaire des Bases de données

Toutes Bases de données développées ou utilisées, à quelque titre que ce soit, en exécution du marché sont inventoriées dans un document remis par le Titulaire, au plus tard au terme de l'accord-cadre, pour en permettre une identification incontestable.

16.5 Dispositions relatives aux Résultats

Le Titulaire cède à l'IMT, à titre exclusif, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux Résultats. A ce titre, l'IMT acquiert au fur et à mesure de leur élaboration tous les droits patrimoniaux attachés aux Résultats.

Les droits cédés comprennent :

- le droit de les reproduire et de les faire reproduire, de les représenter et de les faire représenter, sans limitation de nombre, en tout ou partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, numérique, électronique, informatique, site internet ;

- le droit de les adapter, c'est à dire le droit de les modifier, les traduire, les transformer, les mixer, les assembler, les corriger, les arranger, les faire évoluer, les traduire en toutes langues, seule ou par l'intermédiaire d'un tiers, en tout ou partie, et de les intégrer et les faire intégrer en tout ou partie vers ou dans des oeuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment papier ou dérivé, numérique, électronique, informatique, site internet ;
- le droit de les distribuer et les faire distribuer, les diffuser et les faire diffuser, par tous moyens et procédés ;
- le droit d'en faire tout usage et de les exploiter, pour les besoins de ses activités propres et de celles de l'IMT ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit, et notamment dans le cadre des travaux préparatoires à l'urbanisation et à la mise en place du SI Finances, du développement et de la mise en oeuvre du SI Finances, de la tierce maintenance applicative et de l'infogérance du SI Finances, de l'alimentation du SI Finances selon des données issues de bases de données opérationnelles gérées par l'IMT et/ou des Bases de données , du déploiement du SI Finances pour l'IMT et dans le respect du périmètre de l'Accord-Cadre et des Marchés subséquents, de l'organisation et de la réalisation de sessions de formation relatives au SI Finances et à son déploiement ;
- l'intégralité des droits patrimoniaux relatifs aux Résultats de sorte qu'à l'effet de la présente cession, l'IMT puisse en faire une exploitation la plus large possible, et que le Titulaire ne soit de son côté plus titulaire d'aucun des droits patrimoniaux cédés sur lesdits éléments.

Cette cession est effective tant pour la France que pour l'étranger et pour toute la durée légale de protection des Résultats.

Par suite, le Titulaire devra obtenir des auteurs, concepteurs, graphistes, titulaires de droits voisins, qu'ils soient membres de son personnel ou non, la cession pour le compte de l'IMT de l'ensemble des droits sus-indiqués sur les Résultats.

Le Titulaire garantit l'IMT contre toute action en contrefaçons qui pourrait être exercée à son encontre par tout tiers du fait de l'exécution du marché et /ou de l'utilisation, de l'exploitation des Résultats objets du présent marché.

16.6 Dispositions relatives à l'hébergement

Dans le cadre de l'Accord-Cadre et des Marchés subséquents, le Titulaire héberge l'environnement de développement de la plateforme objet de l'accord-cadre.

L'hébergement souverain de l'environnement de développement sera privilégié et en tout état de cause, l'hébergement des Données et Données personnelles sera effectué en application des lois et normes françaises et des dispositions prévues aux articles Traitement des données personnelles et Confidentialité du présent CCAP, au CCTP et aux Marchés subséquents.

17. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer, pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après et relatives audit Accord-cadre.

« Données personnelles » : désigne les informations qui permettent d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016

(ci-après « **RGPD** »), ainsi que la Loi du 6 janvier 1978 modifiée dite loi « Informatique et Libertés » (ci-après « **LIL4** »).

17.1. Description du traitement

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet de l'accord-cadre.

Les finalités du traitement sont la refonte du SI Finances de l'Institut Mines-Télécom.

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont celles mentionnées au CCTP, au CCAP.

Les catégories de personnes concernées sont les différents utilisateurs et les administrateurs.

17.2. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à :

- Collecter et traiter les données à caractère personnel strictement nécessaires aux finalités et uniquement pour les finalités objet du présent Accord-Cadre.
- Collecter et traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées de l'Institut Mines-Télécom figurant au présent accord-cadre.

Si le Titulaire considère qu'une instruction donnée dans le périmètre de l'Accord-cadre constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou de la LIL4, il en informe immédiatement l'Institut Mines-Télécom.

En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit français auquel il est soumis, il doit informer l'Institut Mines-Télécom de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire s'engage également à :

- assurer un traitement loyal et licite des données à caractère personnel ;
- nommer, si la réglementation en vigueur l'exige, un Délégué à la Protection des données ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées.
- mettre en œuvre des mesures de sécurité adéquates afin de protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement et elles assurent un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des

données à protéger, eu égard au niveau technologique et au coût de mise en œuvre ;

- s'appuyer sur une charte informatique incluant la sécurisation des serveurs (dispositif anti-intrusion, journalisation des accès, PCA, PRA, sécurisation des mails, ...), et ce en respectant les critères définis par l'ANSSI ;

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du contrat s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Communiquer la liste et les coordonnées de tous les lieux de stockage des données à caractère personnel.

- ne pas utiliser les informations, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au contrat ;

- Notifier à l'Institut Mines-Télécom toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@imt.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Institut Mines-Télécom, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

- Mettre à disposition de l'Institut Mines-Télécom la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Institut Mines-Télécom ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

- collaborer avec l'Institut Mines-Télécom dans le cas d'une étude d'impact sur la vie privée.

Il s'engage notamment à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Ensemble des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel ;

- Les moyens d'investiguer les traces en cas d'incident de sécurité, que ce soit physique ou distant.

L'Institut Mines-Télécom se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

17.3 Sous-traitant ultérieur

Le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant (sous-traitant ultérieur ou de 2^{ème} niveau pour l'IMT) pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques. Dans ce cas, il en informe préalablement et par écrit, l'Institut Mines-Télécom, y compris en cas de changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement de données à caractère personnel sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le Titulaire est tenu de s'assurer de la mise en place du dispositif de mesures adéquates de sécurité et de protection des données chez le sous-traitant et de transmettre ce dispositif à l'Institut Mines-Télécom.

Le Titulaire est tenu de s'appuyer sur des clauses contractuelles types renforcées en cas de sous-traitance par un organisme dépendant de la législation américaine (Etats-Unis).

L'Institut Mines-Télécom dispose d'un délai minimum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Institut Mines-Télécom n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est alors tenu de respecter les obligations du présent Accord-cadre, et notamment du présent article, pour le compte et selon les instructions de l'Institut Mines-Télécom. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et de la LIL4. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Institut Mines-Télécom de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

17.4 Information des personnes concernées et exercice des droits

Il appartient à l'Institut Mines-Télécom de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement de leurs données à caractère personnel du présent Accord-cadre.

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider l'Institut Mines-Télécom à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@imt.fr

17.5 Sort des données

Au terme des opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées au titre du présent Accord-cadre, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel, ainsi que toutes les copies existantes dans ses systèmes d'information. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

17.6 Délégué(s) à la protection des données

S'il en a désigné un, le Titulaire communique à l'Institut Mines-Télécom et au Délégué à la protection des données de l'Institut Mines-Télécom le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

17.7 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'Institut Mines-Télécom pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

17.8 Obligations de l'Institut Mines-Télécom vis-à-vis du Titulaire

L'Institut Mines-Télécom s'engage à :

- fournir au Titulaire les données à caractère personnel visées à l'article 17.1 du présent CCAP ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données à caractère personnel par le Titulaire ;
- superviser le traitement des données à caractère personnel, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

18. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

18.1 - Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

En complément de l'article 5.1 du CCAG TIC, dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des connaissances antérieures, des informations et autres documents transmis par l'Institut Mines-

Télécom au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement.

Il s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité à l'égard notamment de son personnel permanent ou temporaire et de ses éventuels sous-traitants amenés à avoir connaissances de ces informations.

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le Titulaire s'engage naturellement à :

- Traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- Garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- Ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- Éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché ;
- Au respect par ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

L'Institut Mines-Télécom pourra, quant à lui, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer certaines pièces du marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'Institut Mines-Télécom s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel et commercial.

18.2 Confidentialité du système d'information de l'IMT

Le Titulaire s'engage à ne pas rendre public ou divulguer à qui que ce soit sous forme écrite, orale, ou électronique les informations relevant du système d'information de l'IMT auxquels il a accès lors de l'exécution de sa prestation.

L'IMT interdit au Titulaire de délivrer via n'importe quel moyen de communication, toute information confidentielle relative au système d'information de l'IMT et spécialement toute information pouvant :

- Donner une indication sur l'architecture réseau, la configuration matérielle ou logicielle, les plates-formes, les serveurs, etc... et toute composante des systèmes d'information et de communication ;

- Donner une indication sur les mécanismes de contrôle d'accès et de protection des systèmes d'information et des dispositifs de sécurité physique ou logique ;
- Donner une indication sur la politique sécuritaire, les programmes présents ou à venir, les budgets, ou toute autre information relevant des affaires internes de l'IMT ;
- Donner une indication sur tout type de faille organisationnelle ou technique décelée.

Et d'une façon générale, le Titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, codes sources et codes objets, études et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite, électronique ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, à l'exception des obligations de reversement imposées dans le cadre de la Licence libre.

Durant et au terme de sa prestation, le Titulaire s'engage à ne pas divulguer ou à ne pas déposer dans des lieux non sécurisés tout document, quel que soit sa forme (papier, magnétique, électronique ou autre), portant des informations concernant l'IMT et le système d'information de l'IMT.

Il veillera à la fin de la prestation à détruire les documents de travail utilisés.

L'IMT se réserve le droit de vérifier le niveau de sécurité des endroits de stockage de documents relatifs à la prestation et ce à tout moment, même postérieur à celle-ci.

18.3 Confidentialité des Résultats, des Données et des données personnelles

Les Résultats, Données et données personnelles, manipulés par le Titulaire en provenance de l'IMT, du Logiciel et/ou de la Base de données lors de la réalisation des prestations sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Même anonymisés, ils doivent demeurer confidentiels.

Il en va de même pour les supports informatiques de ces Résultats, Données et données personnelles.

Le Titulaire se porte garant de l'intégrité et de la confidentialité des Résultats, Données et des données personnelles auxquels il aura accès et/ou qui lui seront confiés par l'IMT le Logiciel et/ou la Base de données pour lui permettre de réaliser ses prestations.

L'ensemble des Résultats, Données et données personnelles gérées et générées par le Logiciel et/ou la Base de données sont la propriété de l'IMT et/ou de tiers et doivent faire l'objet d'un traitement garantissant leur confidentialité.

L'IMT est seul susceptible de décider de leur communication dans le respect des droits des tiers, des dispositions de la LIL4 et du RGPD, et des dispositions prévues au présent marché.

Le Titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des Résultats, Données et des données personnelles, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- ne pas utiliser les Résultats, Données et données personnelles à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas divulguer ces Résultats, Données et données personnelles à d'autres personnes que celles spécifiées au présent accord-cadre ou sur instruction de l'IMT, et dans un autre pas de temps et/ou à d'autres fins que ceux spécifiés au présent marché, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Résultats, Données et données personnelles en cours d'exécution du présent accord-cadre ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des Résultats, Données et données personnelles tout au long de la durée du présent accord-cadre ;

et en fin d'accord-cadre à :

- restituer intégralement les Résultats, Données et données personnelles à l'IMT et/ou à la structure désignée par l'IMT ; la restitution devant s'accompagner de la destruction par le Titulaire de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les Résultats, Données et données personnelles de façon définitive et sécurisée et en attester par courrier adressé à l'IMT. L'IMT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

L'IMT pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur de Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

18.4 Dispositions communes

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le Titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Il prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le Titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication de ces informations confidentielles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

19. ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil

ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

20. JUSTIFICATIFS FISCAUX ET SOCIAUX

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Institut Mines-Télécom, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'Institut Mines-Télécom pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si les documents ne sont pas fournis, après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les justificatifs qui y sont énumérés.

21. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

21.1 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG/TIC.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par L'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

21.2 - Résiliation pour évènements liés au marché

L'accord-cadre pourra être résilié par l'IMT ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 49 du CCAG/TIC.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52.2 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'IMT est ensuite notifié au titulaire.

21.3 - Résiliation pour faute du titulaire

Le marché pourra être résilié par l'IMT dans les cas prévus à l'article 50 du CCAG/TIC, ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent.

En complément de l'article 50 du CCAG TIC, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation pour faute du titulaire.

L'Institut Mines-Télécom se réserve également le droit de demander au titulaire le remplacement du personnel affecté à la réalisation du marché. Le refus ou l'impossibilité de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

L'accord-cadre pourra également être résilié de plein droit par l'Institut Mines-Télécom, aux torts exclusifs du titulaire, lorsque le cumul des pénalités depuis le début de l'exercice en cours représente un montant supérieur à 50 % du montant de l'accord-cadre exécuté.

En complément de l'article 50.2 du CCAG TIC, l'Institut Mines-Télécom signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations, ainsi que les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai ou si l'Institut Mines-Télécom constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, l'accord-cadre peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

21.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général par l'Institut Mines-Télécom

L'Institut Mines-Télécom peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception.

A tout moment l'IMT peut résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution de l'accord-cadre et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, lorsque l'IMT résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à deux pour cent (2 %) du montant hors taxe des paiements effectivement reçus l'année de la résiliation par le titulaire au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, il est alors fait application des dispositions de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

21.5 - Exécution de la prestation aux frais du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG/TIC, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation de l'accord-cadre à ses torts, l'Institut Mines-Télécom peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations

recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre par le tiers désigné par l'Institut Mines-Télécom.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

21.6- Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution, ceux-ci pouvant continuer à être régulièrement exécutés.

22. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier l'accord-cadre dans les conditions de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En particulier, il pourra être modifié en cas de :

- **Ajouts, suppressions, modification du contenu des unités d'oeuvre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre**

En cours d'exécution de l'accord-cadre, si l'ajout, la suppression ou la modification du contenu des unités d'oeuvre du BPU s'avère nécessaire, un nouveau BPU peut être substitué, sous réserve que cette modification ne concerne pas plus de 30 % des références du bordereau initial, pour la totalité de l'accord-cadre. Cette modification est mise en oeuvre par avenant.

- **Modification des délais**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de la clause de réexamen, le calendrier de réalisation du projet ou les délais d'exécution des prestations prévues dans les marchés subséquents peuvent être modifiés.

Si ces modifications sont réalisées à la demande de l'acheteur, celui-ci prend contact avec le titulaire pour convenir de nouveaux délais.

Si ces modifications interviennent à la demande du titulaire, celui-ci communique par écrit, les nouveaux délais et motive sa demande. L'acheteur est en droit de refuser ces changements de délais et d'exiger au titulaire le respect des délais initiaux.

Lorsque les modifications de délais ont des impacts sur les modalités de paiement, les opérations de vérification, les garanties, et autres éléments liés à l'exécution de l'accord-cadre, il peut être conclu un avenant sous réserve que ces modifications ne constituent pas des modifications substantielles au sens de l'article R2194-7 du code de la commande publique.

Les modifications mineures de délais, sans impact financier ni caractère substantiel, feront l'objet d'un simple échange de courrier entre le titulaire et l'IMT par lettre recommandée avec avis de réception postale.

- **Ajout de prestations non analogues aux prestations existantes**

Lorsque la réglementation ou la sécurité nécessite l'ajout d'une prestation non-analogue aux prestations existantes, mais en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre, les parties peuvent convenir de l'ajout de cette prestation dans le BPU. Cet ajout est matérialisé par un avenant.

En tout état de cause, cette modification ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie générale de l'accord-cadre ni en changer l'objet.

- **Modification du montant maximum**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum peut faire l'objet d'une augmentation jusqu'à 30 %. Cette modification fait l'objet d'un avenant.

- **Modification exceptionnelle des prix**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de la clause de réexamen, il pourra être intégré une variation exceptionnelle des prix prenant en considération une modification des conditions économiques particulières influant sur le coût des prestations. Pour mettre en oeuvre cette possibilité, le titulaire doit fournir à l'acheteur un dossier justificatif permettant d'établir la variation exceptionnelle des prix et la nécessité de revoir temporairement la formule de révision des prix et sa périodicité.

Si les éléments fournis sont suffisants et acceptés par l'acheteur, la mise en oeuvre de cette modification donne lieu à la conclusion d'un avenant.

23. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE

23.1 Généralités

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance des représentants de l'Institut Mines-Télécom à l'adresse suivante : dj@imt.fr

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc...).

23.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées à l'Institut Mines-Télécom dans les plus brefs délais,

afin d'être intégrées, le cas échéant dans l'outil de gestion de ce dernier à l'adresse suivante : dj@imt.fr

23.3 Modifications majeures

Sont considérés comme majeurs tous projets de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et tous projets de cession de l'accord-cadre. Le titulaire produit les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé à l'adresse suivante : dj@imt.fr

24. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services de l'accord-cadre.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'Institut Mines-Télécom.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours d'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies à l'article R 2193-3 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG TIC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant (DC 4 ou équivalent) :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L 2141-1 à L 2141-5 ou aux articles L 2141-7 à L 2141-10 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire (article 50 du CCAG TIC).

25. RESPONSABLES RESPECTIFS

L'Institut Mines-Télécom s'engage à désigner au titulaire un correspondant pour le suivi de l'accord-cadre.

De même, le prestataire s'engage à désigner pour la durée de l'accord-cadre un correspondant, responsable du suivi de l'accord-cadre.

Les parties conviendront de s'informer mutuellement au cas où elles envisageraient de changer leurs responsables respectifs ci-dessus désignés.

26. LOI APPLICABLE - LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

En cas de litiges, le tribunal administratif compétent sera celui du lieu du siège de l'Institut Mines-Télécom.

27. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique, en cas de jugement instituant un redressement judiciaire ou une liquidation judiciaire du titulaire, ce jugement est notifié immédiatement à l'Institut Mines-Télécom. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le cas échéant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions législatives, réglementaires et contractuelles qui s'appliquent.

28. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, l'IMT se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

L'exécution des prestations peut donner lieu à la passation de marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre.

29. PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les pièces constitutives des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante et a minima :

- L'acte d'engagement du marché subséquent et son annexe financière (DPGF ou BPU);
- Le cahier des clauses techniques particulières du marché subséquent (CCTP)
- L'offre technique du titulaire du marché subséquent ;
- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Les pièces constitutives des marchés subséquents prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

30. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents déterminent les modalités d'exécution des prestations et les caractéristiques qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre, ils peuvent également les compléter lorsque cela a été prévu dans l'Accord-Cadre.

Les marchés subséquents peuvent être à prix global et forfaitaires ou exécutés par bons de commande ou bien mixtes.

31. MARCHES SUBSEQUENTS EXECUTES PAR BONS DE COMMANDE

Certaines commandes sont adressées au titulaire sans devis préalable, lorsque l'unité d'œuvre est clairement identifiée.

D'autres commandes font l'objet d'une proposition tenant lieu de devis préalable en réponse à un cahier des charges. Ce devis est exprimé en unité d'œuvre et motivé.

Le devis précise notamment les moyens que le titulaire compte mettre en œuvre.

Les unités d'œuvre concernées par les prestations sont celles identifiées au bordereau de prix unitaires.

Le titulaire doit adresser la proposition tenant lieu de devis par voie électronique dans un délai maximum de 7 jours ouvrés.

A réception de la proposition détaillée, le bon de commande est émis par l'IMT sur la justification des unités d'œuvre proposées.

Dans tous les cas, le planning d'exécution est fourni par l'IMT.

L'IMT émettra des bons de commande successifs au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Plusieurs bons de commande peuvent être émis simultanément.

Pour l'exécution de chaque prestation, l'IMT adressera au prestataire un bon de commande mentionnant notamment :

- Le numéro et date du bon de commande
- La nature de la prestation commandée ;
- Le détail de la prestation commandée le cas échéant ;
- Les délais d'exécution ;
- Le prix HT et TTC de la prestation

L'Institut Mines-télécom pourra émettre et notifier des bons de commande au titulaire pendant toute la durée de validité du marché subséquent.

Les bons de commande seront exécutés par le prestataire jusqu'au terme indiqué, même si ce délai excède la durée de validité du marché subséquent, sans toutefois dépasser 3 mois à compter de la date de fin de marché subséquent.

32. DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents peuvent être conclus durant toute la durée du présent accord-cadre.

L'exécution des marchés subséquents dont la notification aura été réalisée dans le cadre de ce délai peut toutefois s'étendre au-delà de la durée de l'accord-cadre lui-même.

Pour chaque marché subséquent, les pièces contractuelles précisent sa durée et sa date de début d'exécution.

33. OFFRE DE PRIX POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS

Le titulaire présente pour les marchés subséquents, des offres de prix au moins aussi avantageuses que leur référentiel de prix figurant dans leur offre qualificative de l'accord-cadre. Il peut éventuellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent. A défaut, il lui sera demandé de recalculer leur offre sur la base du référentiel.

34. PASSATION DU MARCHE SUBSEQUENT N°1 RELATIF A L'ACQUISITION, L'INTEGRATION ET LA MAINTENANCE DU SI FINANCES

Le titulaire de l'accord-cadre se verra attribuer à la notification de l'accord-cadre le marché subséquent n°1.

35 . PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS RELATIFS A L'ATTRIBUTION D'UN NOUVEAU BESOIN

Excepté pour l'attribution du marché subséquent 1 qui aura lieu simultanément à l'attribution de l'accord-cadre, pour la passation des marchés subséquents relatifs à la survenance d'un nouveau besoin, une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont adressés, au titulaire de l'accord-cadre par voie électronique.

Cette lettre constitue le règlement particulier de la consultation. Elle précise les pièces constituant les documents de la consultation, qui comprennent outre la lettre elle-même a minima les documents suivants :

- une pièce financière à compléter
- un document valant acte d'engagement (AE) et
- un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui formalise l'attribution de la gestion du dossier et précise, le cas échéant, toutes les caractéristiques et modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Le CCTP du marché subséquent indique la ou les prestations entrant dans le périmètre l'accord-cadre à exécuter et précise, le cas échéant, toutes les caractéristiques et modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

La lettre d'invitation à remettre une offre précise également les modalités d'établissement et la date limite de dépôt des offres.

Le délai de remise des offres ne peut être inférieur à **10 jours** ouvrés à compter de la date d'envoi des documents de la remise en concurrence.

Les compléments apportés, par le titulaire de l'accord-cadre, lors de la survenance d'un nouveau besoin, ne peuvent avoir pour effet de modifier leur offre à l'accord-cadre ni d'apporter des modifications aux termes de l'accord-cadre.

Excepté pour le marché subséquent 1, le délai de validité des offres relatives à tout marché subséquent sera de trente (30) jours et il court à compter de la date limite de remise de ces offres. Pour le marché subséquent 1, le délai de validité des offres sera de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

36. MODALITES DE REGLEMENT DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les modalités de règlement des marchés subséquents répondent aux mêmes obligations légales que celle de l'accord-cadre afférent.

37. RESULTATS ET LIVRABLES

Les résultats et livrables pour l'exécution des marchés subséquents afférents sont dématérialisés.

Sur toutes ces prestations, les livrables attendus peuvent être de plusieurs natures, par exemple :

- ✓ comptes-rendus de réunion,
- ✓ plan d'assurance qualité (PAQ),
- ✓ documentation technique (architecture technique et logicielle, documents d'installation, procédures d'exploitation,
- ✓ dossier de conception
- ✓ dossier de paramétrage de la solution
- ✓ spécifications techniques des développements et des interfaces
- ✓ chronogramme de bascule en production
- ✓ ...

Cette liste n'est pas exhaustive

Ils sont définis dans chaque marché subséquent en fonction des besoins.

Toutes les documentations de type bureautique sont transmises au chef de projet sous forme dématérialisée et transformable (non pdf).

38. RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT

Outre les cas prévus à l'article 50 du CCAG/TIC, l'IMT se réserve le droit de résilier le marché subséquent avant l'achèvement des prestations en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou plusieurs prescriptions du marché subséquents, ainsi qu'en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles. Dans ce cas l'IMT pourra résilier le marché subséquent sans indemnité, après une mise en demeure restée infructueuse.

CHAPITRE III : DEROGATIONS AU CCAG/TIC

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG TIC, les dérogations qui ne seraient pas listées au présent article n'en demeurent pas moins applicables.

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG TIC :

- A l'article 4.1 relatif aux pièces contractuelles
- A l'article 14 relatif aux pénalités
- A l'article 36.7 relatif aux logiciels libres
- A l'article 51 relatif à la résiliation pour motif d'intérêt général.